

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 12 fr. — Etranger : 30 fr.

2^e ANNÉE | N° 27 |

15 JUIN 1925

| PRIX : 0 fr. 50

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

UN COMLOT CONTRE ALPHONSE XIII. — Tous les journaux de Paris ont publié le 5 juin une information Havas, adressée de Perpignan; elle est ainsi conçue :

Perpignan, 5 juin. — « Des voyageurs venant de Barcelone annoncent que la police vient de découvrir un complot qui aurait été fomenté à l'occasion du voyage du roi à Barcelone. »

« On aurait trouvé, à quelques kilomètres de la ville, sur les côtes de Garraf, à proximité de la voie ferrée de Madrid, une bombe de fortes dimensions, pesant 80 kilos (?) et munie d'un mouvement électrique des plus perfectionnés. Cet engin, d'une puissance formidable, devait servir à faire sauter le train royal le 4 juin, jour où les souverains doivent quitter Barcelone. »

« On a saisi un plan indiquant l'endroit où devait avoir lieu l'explosion, sous un des nombreux tunnels de la voie ferrée. »

« A la suite de cette découverte, on a procédé à l'arrestation de 14 jeunes gens, étudiants et employés, accusés d'être les auteurs de cette tentative. »

« Tous sont séparatistes et appartiennent à une société camouflée en association littéraire et touristique, mais en réalité catalaniste extrémiste. Ils nient toute participation au complot. »

« La censure a interdit à la presse de publier quoi que ce soit sur cette affaire. »

« Il y a quelques jours déjà, la marquise de Castellbell ayant donné, dans son palais de la rue del Pino, un bal en l'honneur des souverains, une bombe éclata le lendemain devant le palais, qui fut endommagé assez sérieusement. »

En reproduisant cette information, un journal du matin écrivait : « Ne s'agit-il pas d'un complot de la police politique? »

Quelques jours plus tard, un journal du soir, les Débats, écrivait : « On mande de Barcelone, de source catalane : De nombreuses arrestations ont été faites, comme suite à la bombe trouvée dernièrement sur une voie ferrée. On a fait de nombreuses perquisitions domiciliaires, entre autres chez l'ancien président de la Mancomunitat, M. Puig i Cadafalch. La police cherche beaucoup de personnes qui sont introuvables, M. Pierre Manen, ancien membre du conseil de l'Union catalaniste, a été arrêté. »

« Dans les cercles bien renseignés on se refuse à croire que l'affaire de la bombe soit une machination catalaniste. Le bruit court même, dit-on, dans certains milieux, que la trouvaille de cette bombe n'a été qu'une simulation de certains agents policiers désireux de remplir leur feuille de service. »

Le Journal du 8 juin insérait une dépêche de Madrid, d'après laquelle des individus inculpés d'avoir complotté contre Primo de Rivera avaient été jugés en conseil de guerre; on aurait prononcé quatre condamnations à vingt ans de bagnes. On n'a pas eu confirmation, que nous sachions, de cette nouvelle.

La presse de l'autre côté des Pyrénées a été empêchée de dire quoi que ce soit sur ces événements. Seuls quelques journaux des villes secondaires, où les censeurs n'avaient pas encore reçu d'instructions, ont pu donner quelques renseignements. Ainsi, le Heraldo de Tortosa, du 3 juin, a donné une information à peu près semblable à celle de l'Agence Havas. Il parle de 24 arrestations qui auraient été maintenues. Le journal Patria, de Manresa, du 2 juin, annonce que l'un des détenus — il se pourrait que ce détenu soit un confident et par conséquent l'auteur d'un guet-apens — a fait des aveux. Il ajoute que les inculpés ont été transférés à la forteresse de Montjuïc.

CONTRE LES ÉTUDIANTS. — Nous empruntons au Quotidien du 31 mai, l'information suivante : « On a forcé les professeurs de l'École Normale féminine de Gérone à écarter aux examens de fin d'année toutes les élèves qui s'étaient refusées à signer une adresse de sympathie à la reine. Les élèves atteintes par cette mesure arbitraire sont en grande majorité. »

« Une élève du premier cours a été avisée par la directrice de l'École, que jamais on ne lui accorderait le titre d'institutrice, à raison de ses idées séparatistes et socialistes. »

« Les journaux de Madrid confirment la mesure prise par le Directoire contre un élève de l'École des Ingénieurs, M. Massanet, qui, dans une réunion publique, avait censuré les actes du général Primo de Rivera. »

« M. Massanet est exilé pour six mois à Cuenca et privé de tous ses grades académiques : d'autres

LES CIRCONSTANCES ET LES PRINCIPES

Nul n'ignore, parmi les lecteurs du *Courrier Catalan*, dans quelles conditions nous avons entrepris ici d'associer le sentiment français des républicains fidèles au dogme de la liberté au sentiment francophile des républicains de Catalogne.

Tous les quinze jours nous avons noté les positions du problème. Avouons donc aujourd'hui notre embarras. L'amitié espagnole et l'amitié catalane ne sont pas conciliables. C'est d'un cœur léger que, pour notre part, nous avons sacrifié jusqu'ici la première à la seconde. Nous n'avons pas été loin de penser que les malheurs espagnols hâteraient la libération de la Catalogne. Abd el Krim n'était pas un ennemi pour les patriotes catalans, qui donnaient du fil à retordre au général Primo de Rivera.

Quand celui-ci annonça son fameux projet de repli, équivalant à un abandon à peu près total de la zone d'influence assignée à l'Espagne par les conventions marocaines, nous n'avons pas manqué de noter ici qu'une telle solution était aussi contraire à l'intérêt français qu'à l'honneur espagnol. De l'honneur espagnol, nous n'avons cure. Mais l'intérêt français ne nous laisse pas, personnellement, indifférent. Je doute que l'opinion catalane révolutionnaire puisse être très sincèrement favorable, en ce moment, à la politique française. Les apparences nous sont hostiles. Il est simple, en effet, d'envisager d'un même œil le problème marocain et le problème catalan : Abd el Krim comme les Catalans souhaite le droit de disposer de son territoire. Apparences logiques.

Apparences fausses. Il n'y a pas de nationalité riffaine. Ou s'il en existe une, ce n'est pas la France qui en violera le principe. Mais il y a une nationalité marocaine placée sous deux mandats de protection. Les traités font loi qui font du sultan le souverain unique du Maroc et qui font aux protecteurs un devoir d'assurer sa souveraineté. Critiquez les traités si bon vous semble; révisiez-les s'il vous plaît; mais vous ne pouvez pas considérer d'un mauvais œil le pays qui entend rester fidèle à la lettre comme à l'esprit du contrat qu'il a signé. Le cas de la France, on le voit bien, est ici fort différent de celui de l'Espagne.

Les combats rigoureux que subit l'armée française au Maroc, en ce moment même, n'ont qu'une fin provisoire : maintenir la frontière de la zone d'influence française afin d'assurer la paix aux tribus qui ont accepté notre protection. On a dit sur tous les tons que pas un soldat de France ne pénétrerait en zone espagnole. On a dit ainsi une bêtise : c'était promettre l'impunité à Abd el Krim; c'était autoriser ses partisans à toutes les hardiesses; réfugiés en zone espagnole, ils ne seront pas poursuivis. Cette absurdité militaire risquerait de prolonger indéfiniment un état de trouble et de guerre. Pour en finir, il fallait bien causer avec Madrid. M. Malvy fut voir Primo de Rivera. D'autres conversations eurent lieu. Un accord, paraît-il, est en bonne voie.

Or, nous avons constamment soutenu ici

« Étudiants qui s'étaient associés à lui ont été punis de la perte de leurs grades. »

Nous ajoutons, de notre part, que le Directoire a fermé une école de La Bisbal parce que l'instituteur était suspect de séparatisme.

LA DETTE ESPAGNOLE. — Pour faire face à la situation délicate des finances publiques, le Directoire a décidé, comme il l'avait annoncé, une émission d'obligations du Trésor pour 500 millions de pesetas. Il paraît que le placement de ces obligations s'est heurté à de grosses difficultés.

CONTRE LA PRESSE. — En dehors de la censure, la presse subit toute sorte d'entraves. Les journaux *El Correo Catalan* et *La Noche* ont été punis le premier de 250 pesetas d'amende; le second de 1.000.

LA STABILITÉ DES COMMUNES. — Les maires des villes de Riudoms, Ulldecona, Granollers et Vilanova i Geltrú sont démissionnaires parce qu'ils se refusent à subir la domination des militaires. D'autres crises municipales se sont produites dans plusieurs autres villes. Une de ces crises a été produite par les voisins eux-mêmes qui ont protesté contre la nomination, par le

qu'il serait imprudent de prendre avec l'Espagne actuelle le moindre engagement. L'Espagne, en effet, n'a plus de représentants autorisés à parler en son nom. L'Espagne n'a plus pour gouvernement qu'un tyran sans mandat. Situation difficile ! Il convient pourtant que cet usurpateur répare vis-à-vis de nous quelques-unes des fautes qu'il a commises. Venu pour résoudre le problème marocain du point de vue espagnol, il a préparé des difficultés importantes à la France. Si nous ne pouvons considérer l'Espagne comme inexistante, si nous sommes désireux de respecter les traités qui fixent le statut international et national du Maroc, nous ne pouvons non plus nous abstenir de négocier avec celui qui tient aujourd'hui lieu d'Espagne.

Que conclura-t-on ? Les circonstances obligent un gouvernement républicain à négocier avec de réactionnaires aventuriers. Ce sont de pénibles circonstances. Mais les négociations ne sauraient avoir qu'un caractère momentané, quant à leurs conclusions. Ce sont des circonstances de guerre. Il se peut que la situation personnelle de Primo de Rivera s'en trouve un instant renforcée : ce sera notre regret. Il se peut que l'échec des revendications catalanes s'en trouve retardée : ce sera notre désespoir. Mais la France ne saurait rien avoir de commun avec l'Espagne. Elle ne conquiert pas : elle organise. Elle n'attaque point. Mais elle ne se laisse pas non plus bafouer, ni outrager. La leçon que Primo promettait à Abd el Krim, c'est de Lyautey qu'il la recevra. Après quoi, il aura tout loisir de se retourner contre son premier adversaire. Il ne s'agit pas pour nous de défendre l'intérêt ni le prestige espagnol. Il ne s'agit pas non plus d'un intérêt français : mais tant qu'il y aura une nationalité française, tant que la nation européenne ne sera pas venue à terme, le prestige de notre pays demeurera défendu. Ni la République, ni le socialisme, ni le libéralisme n'exigent le déshonneur d'un peuple, pour être sincères. La guerre nous écoeure. La guerre nous apparaît comme le plus mauvais moyen de faire la paix. Mais l'abandon, l'inertie devant l'outrage serait un pire moyen de conserver l'indépendance !

Tous les amis de la France comprennent cela. Ce que les Catalans doivent savoir, par surcroît, c'est qu'un accord momentané avec Primo de Rivera ne saurait engager l'avenir des relations franco-espagnoles; les circonstances gouvernent parfois les hommes; elles ne les transforment point. Ni Primo, ni Mussolini, ni Hindenburg, ni Trotsky, ne sont très populaires chez nous. En revanche, les lettres catalanes nous sont familières. Et quand on nous apportera les témoignages d'un art riffain, d'une littérature riffaine, alors, oui, nous accepterons l'analogie que l'on cherche entre le problème marocain et la question catalane. Mais cet art et cette littérature, pour cause, ils n'existent pas. Et s'ils se révèlent un jour, vous verrez que ce sera sous une influence française.

F. JEAN-DESTHIEUX.

Directoire, d'un maire illettré. Ce n'est d'ailleurs pas le seul; le maire de Castello d'Ampuries, en Empordan, est aussi un illettré.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX. — Suivant l'attitude adoptée par la Députation du Conseil général de Gérone, la Députation de Lleida s'est séparée de la Commission de coordination de services avec les autres conseils généraux catalans, rendant ainsi impossible la constitution d'une nouvelle Mancomunitat. Le président de la Députation de Barcelone, ennemi de cette coordination de services révoqué par M. Sala, a annoncé que la Députation de Tarragone suivra l'exemple de celles de Gérone et Lleida.

SOCIÉTÉS CLOTURÉES. — Le « Foment Autonomista Catala », ainsi que les Écoles « Mossen Cinto » ont été clôturées, après être perquisitionnées par la police, laquelle n'a renoncé, dans ces perquisitions, aucune chose intéressante. D'autres sociétés et écoles, telles que le Cercle des Employés, le Cercle Excursionniste, la Société des Sciences Naturelles, ont été aussi perquisitionnées. Dans certaines sociétés qui sont clôturées depuis 1923, on a pratiqué de nouvelles perquisitions.

L'ODIEUSE DICTATURE MILITAIRE

Les crimes du tzarisme espagnol

Sous ce double titre, un ancien sous-officier de l'armée espagnole, M. Restituto Mogrovejo, vient de publier en portugais, à Lisbonne, un petit livre, plein de renseignements et d'enseignements. Il nous montre les dessous des comités secrets militaires et met au jour les forfaits de la caste qui, de tout temps, a gouverné l'Espagne. Il consacre plusieurs chapitres au mouvement ouvrier catalan et aux procédés inquisitoriaux dont se sont servies les autorités espagnoles pour le combattre. Il explique ce que c'est que la loi dite de « fuite » et l'organisation des bandes d'assassins qui, aux ordres des généraux Anido et Arlegui, semaient la terreur dans les rues de Barcelone. Faute de place, nous ne suivrons pas le contenu de ce petit livre, très substantiel et édifiant. Nous traduirons seulement les passages dans lesquels l'auteur nous fait les portraits des généraux Martínez Anido et Primo de Rivera.

« Les persécutions contre les éléments avancés et spécialement contre les classes ouvrières, se continuent sans interruption. Comme première providence, Martínez Anido s'avisa de faire des enquêtes domiciliaires. Le domicile, qui est respecté par toutes les lois des pays civilisés, était pour Anido un champ d'opérations plus sûr que celui du Maroc, d'où il savait disparaître à temps dans des occasions affligeantes. Les domiciles des ouvriers furent donc fouillés et on y prit, comme des documents de la plus haute importance, des recus des syndicats et des règlements d'associations que la fantaisie des policiers transformait en des plans ténébreux contre la société. Les membres des comités et les directeurs des syndicats ouvriers étaient emprisonnés comme des individus très dangereux. »

« Parmi les détenus, s'est trouvé un jour le journaliste Antonio Amador, lequel, après avoir été insulté par Arlegui à la préfecture de police, fut mené en présence de Martínez Anido qui eut le caprice de vouloir le connaître. Le général s'étonna; il lui semblait impossible qu'un journaliste eût des idées avancées. Après lui avoir posé quelques questions absurdes, il lui dit : « Je ne conçois pas comment vous, qui êtes un garçon intelligent, vous pouvez être libéral. »

« Cette phrase définit la mentalité de ce militaire auquel la diversité des principes politiques et sociaux cause une perturbation profonde et c'est cet individu qui n'a pas de classification arrêtée dans l'échelle zoologique, qui a entre ses mains la destinée de la pauvre Espagne. »

« On comprend donc que sous le gouvernement de ce général, les avocats défenseurs des détenus fussent menacés de mort; que dans une seule nuit, on pût arrêter quatre-vingts ouvriers et que l'on fit des déportations barbares au travers de l'Espagne, qui durèrent trois, quatre et cinq mois, pendant lesquels les déportés mouraient de faim et de froid. »

« La prépondérance de Martínez Anido en Espagne est une offense pour l'humanité. Un autre peuple, qui ne serait pas l'espagnol, bestialisé par le fanatisme et menotté par le militarisme, aurait honte de ce que devant l'Histoire et la Justice, un homme comme Martínez Anido puisse se proclamer seul maître et seigneur. »

« Le coup d'Etat jeta à la superficie une dépouille nauséabonde : Primo de Rivera. »

« Qui est Primo de Rivera ? Comme militaire, sa biographie est nulle. Son seul fait d'armes, qui a été déjà mentionné au cours de cet ouvrage, fut celui où il tua son cheval pour pouvoir feindre qu'il avait été attaqué par l'ennemi. Mais il a réalisé un autre fait grandiose qu'il faut graver en lettres d'or dans les Annales de l'Histoire espagnole. Il conquit un canon inutilisé et abandonné par les Maures de la kabyde de Sem-Sant, au Maroc, en 1914. Il fit sa carrière militaire avec une surprenante vitesse, à cause des relations que son oncle, le capitaine général de même nom, avait dans les milieux aristocratiques et dans les sphères du gouvernement. »

« La culture du Dictateur est également nulle. Ses discours sont inspirés par le cognac; sa science est tirée de *Athanasque Zaragozano*. Sa culture littéraire est puisée à la lecture du *Piripitipi*, qui était un journal d'histoires piquantes et amusantes. »

« Le programme politique de Primo de Rivera d'après ses discours, consistait à diminuer les dépenses, à augmenter les recettes, à coordonner les services publics, à empêcher le vol, à rendre la vie moins chère, à défendre le jeu et à solutionner le problème du Maroc. »

« Les plans si séduisants, de Primo, commencent à se réaliser. Pour diminuer les dépenses, il révoqua de nombreux fonctionnaires des ministères et des établissements de l'Etat; il les remplaça par des officiers, lesquels, naturellement, touchent, non seulement leurs appointements comme officiers, mais aussi les appointements des fonctionnaires qu'ils remplacent, ainsi qu'une gratification pour les services qu'on leur demande. La solution du problème du Maroc a abouti, jusqu'à présent, aux 21.000 victimes produites par sa fameuse retraite stratégique. Dans les intervalles de ses préoccupations qui sont, comme on sait, les femmes, le jeu, le cognac, il ordonna la fermeture des maisons de jeu de Madrid, mais ce fut seulement jusqu'à ce que les régisseurs de ces établissements eussent payé à M. Llovet, le fameux propriétaire des maisons de jeu de Barce-